

**Unité départementale
Rouen-Dieppe**

ROUEN, le 5 janvier 2022

Affaire suivie par : Grégoire MACÉ
Mél : gregoire.mace@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 32 91 97 74 – Fax : 02 32 91 97 97

Monsieur le directeur,

L'inspection des installations classées s'est rendue sur votre site le 3 novembre 2021 afin de procéder à une inspection dans le cadre de l'instruction de votre dossier de réexamen IED, reçu le 8 décembre 2020, en application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement. Les documents de référence sont les conclusions du BREF « FDM » (industrie agroalimentaire), et l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020.

Conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, vous pouvez faire part de vos observations à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime.

Le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF, et des prescriptions dudit arrêté ministériel, vous est applicable à compter du 4 décembre 2023, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, finalisée lors de la visite, le rapport ci-joint conclut à l'absence de nécessité d'actualiser, dans l'immédiat, les prescriptions de vos actes administratifs suivant l'article R.515-73 du code de l'environnement. En effet, les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642 [...], prescrit ces MTD qui vous sont opposables de droit. Cependant, à moyen terme, votre arrêté préfectoral devra bien être mis à jour pour prendre en compte les exigences imposées par la directive IED. Et à ce titre, la remise d'un rapport de base complété par vos soins est indispensable.

En conséquence, je prends ici acte de votre engagement de mise en conformité de l'exploitation de vos installations en regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le secteur agro-alimentaire précitées et de l'arrêté ministériel susvisé.

**Société Les Ateliers du Goût
Zone industrielle du Douxmesnil
76550 OFFRANVILLE**

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par nos soins dès à présent, et à échéance du **4 décembre 2023**, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement, ni d'appliquer des techniques alternatives, par conséquent tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date ultime.

Par ailleurs, à l'issue de l'inspection, il ressort 1 fait non conforme (document « rapport de base » incomplet) et 1 fait susceptible d'être non conforme (volume de récupération des eaux incendie à justifier), pour lesquels je vous saurais gré de bien vouloir apporter des réponses dans les délais indiqués, en tenant informé l'inspecteur de l'environnement en charge de votre site dont les coordonnées vous sont rappelées en-tête de ce courrier. En particulier, des éléments sont attendus pour répondre à des demandes déjà formulées lors de la visite de mars 2021, et portant sur votre bassin d'eaux pluviales. Vous voudrez bien également tenir compte des observations émises au sujet de votre dossier de réexamen IED.

Comptant sur votre diligence, je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet
et par subdélégation,
Le chef du Service Risques

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'F. Weber'.

François WEBER